

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

SOUS LA DIRECTION DE

Anne DULPHY*

AVEC

Célia BELIN**, Tetyana BOBURKA**, Yann BEDZIGUI**, Elisabeth CAREY**, Baptiste CHATRE***, Julian FERNANDEZ**, Grégoire GAYARD**, Floriane LEGUAY** et Hewane SEREQUEBERHAN**

* Maître de conférences à l'École polytechnique (France) et à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France) ; chercheur rattachée au Centre d'histoire de la Fondation nationale des Sciences politiques (France).

** Doctorant(e) rattaché(e) au Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

*** Adjoint au Chargé de la recherche de l'Institut des Hautes études de Défense nationale (IHEDN, France) et chercheur associé au Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

SOMMAIRE

Chronique des ouvrages

Aperçus historiques sur la politique extérieure française

Géopolitique du Proche- et du Moyen-Orient

Le conflit israélo-palestinien et la question syro-libanaise
Les pays du Golfe arabo-persique
La politique américaine dans la région

Pôles émergents dans la mondialisation

Le Brésil
La Chine
L'Inde

Puissance américaine et relations internationales

Réflexions sur la puissance américaine
L'engagement américain en Iraq : un bourbier ?
La première puissance mondiale face aux grands défis internationaux

Chronique des revues

Histoire des organisations internationales

Dynamiques des conflits et terrorisme

Numéros spéciaux
Terrorisme

Sécurité énergétique

Numéros spéciaux
Enjeux globaux
Politiques énergétiques

Sécurité nucléaire

Numéros spéciaux
Approche générale
Cas d'espèce

Actualité de l'Amérique latine

Numéros spéciaux
Réflexions sur l'évolution politique
Les nouveaux dirigeants

CHRONIQUE DES OUVRAGES 2006

Cette chronique ne prétend pas rendre compte de l'ensemble des ouvrages sur relations internationales publiés en 2006 - tâche du reste impossible. Autour de rubriques représentatives des centres d'intérêt dominants au cours de l'année (aperçus historiques sur la politique extérieure française, géopolitique du Proche- et du Moyen-Orient, pôles émergents dans la mondialisation et puissance américaine et relations internationales), une sélection de titres est donc opérée, chacun étant brièvement présenté et commenté. Ce choix est orienté par les éléments disponibles et les lectures de l'équipe mais, en raison même de son caractère limité, il s'efforce de retenir l'essentiel pour fournir un instrument utile.

Aperçus historiques sur la politique extérieure française

Le choix a été fait de réserver cette rubrique historique à deux livres, de nature très différente, qui traitent de la France et de l'Europe. Ainsi est assurée la présence de centres d'intérêt récurrents qui ne s'imposait pas par ailleurs cette année.

- A. DULPHY / C. MANIGAND, *La France au risque de l'Europe*, Armand Colin (coll. L'histoire au présent), Paris, 2006, 292 p.

Cet ouvrage synthétique entend inscrire le projet européen de la France dans une continuité historique afin de fournir des clefs de compréhension à sa crise actuelle. Il souligne en effet que, depuis les origines du processus communautaire, une problématique française spécifique s'est dégagée, qui consiste à servir les intérêts nationaux au travers de l'Europe : stimuler la modernisation et la croissance économique, conforter et prolonger les politiques nationales, en bref, conserver un statut de grande puissance - apparemment révolu - en l'arrimant à un cadre plus large. Cependant, avec le changement d'échelle de l'UE, avec la nécessité de s'adapter à sa réalité, ce rêve de projection du modèle national semble s'effacer et l'Europe devient un problème pour les Français qui l'abordent de manière défensive.

- R. ULRICH-PIER, *René Massigli (1888-1998). Une vie de diplomate*, PIE-Peter Lang (coll. « Diplomatie et histoire » du ministère des Affaires étrangères), Bruxelles, 2006, 1 539 p.

Tirée d'une thèse, cette somme rend compte de la riche carrière diplomatique de René Massigli qui fut notamment directeur des Affaires politiques en 1937 et 1938, commissaire aux Affaires étrangères de la France libre, ambassadeur à Londres pendant dix ans, à partir de fin 1944, et, enfin, Secrétaire général du Quai d'Orsay de 1955 à sa brutale mise à la retraite l'année suivante. Des lendemains de la Première Guerre mondiale aux années 1950, il s'est donc trouvé mêlé aux événements qui ont jalonné l'histoire des relations internationales. L'auteur le présente comme un haut fonctionnaire « façon Troisième République », identifié à son métier de diplomate qu'il a excellemment illustré, avec compétence et dans le respect d'impératifs moraux. Il est arrivé à Massigli d'éprouver un dilemme entre l'impératif de mettre en œuvre une décision politique et son devoir de conscience : à deux reprises, il a pris des positions à contre-courant fondées sur de fortes convictions, face aux accords de Munich et face à la CED, et en paya le prix.

Géopolitique du Proche- et du Moyen-Orient

Le Proche- et le Moyen-Orient demeurent une région de crise et d'instabilité chronique. Le conflit de juillet-août opposant Israël au Hezbollah, le dossier nucléaire iranien et l'épineuse question libanaise ont marqué d'importantes évolutions pour la région. Les différents ouvrages retenus explorent les dimensions nationales, régionales et internationales des problématiques de la région, offrant ainsi un panorama du nouvel échiquier géopolitique.

Le conflit israélo-palestinien et la question syro-libanaise

- B. BOUTROS-GHALI / S. PERES, *60 ans de conflit israélo-arabe. Témoignages pour l'Histoire*, Complexe, Bruxelles, 2006, 395 p.

Par le biais d'entretiens croisés avec André Versaille, cet ouvrage livre le point de vue de deux acteurs essentiels et historiques du conflit israélo-arabe, Boutros Boutros-Ghali et Shimon Peres. Ils confrontent leurs visions des grands événements qui ont marqué le conflit et qu'ils ont vécus depuis la première guerre israélo-arabe en 1948 jusqu'à nos jours. Pétri d'un grand respect l'un pour l'autre, ils s'affrontent néanmoins sans concession, chacun défendant son vécu et ses analyses politiques. Il en ressort un ouvrage d'une grande valeur en tant que témoignage historique, permettant ainsi d'apprécier ce conflit sous un angle nouveau.

- D. BOUTROS (dir.), *Histoire du Liban : des origines au XX^e siècle*, P. Rey, Paris, 2006, 1 006 p.

L'histoire du Liban, proposée ici par des géographes et des historiens spécialistes des différentes périodes, démontre combien l'identité libanaise existe en dépit des difficultés et des ruptures qui ont jalonné son histoire mouvementée. L'ouvrage s'attache à dégager les constantes de cette histoire et ses particularités, permettant ainsi de saisir toute la richesse et la diversité de l'identité libanaise. L'analyse des multiples civilisations s'étant installées au Liban au cours des siècles (phénicienne, grecque, romaine, arabe, européenne) met en lumière les différentes empreintes qu'elles ont laissées en fonction des régions du pays et offre ainsi une rétrospective historique essentielle pour comprendre la mosaïque libanaise d'aujourd'hui.

- M. K. DORAÏ, *Les Réfugiés palestiniens du Liban : une géographie de l'exil*, CNRS Editions, Paris, 2006, 252 p.

L'analyse des dynamiques migratoires des Palestiniens du Liban apporte un éclairage pertinent et novateur sur les recompositions géopolitiques et les mutations socio-spatiales de la diaspora palestinienne. L'ouvrage démontre pourquoi les camps de réfugiés occupent une place très particulière dans la géographie palestinienne de l'exil : ils ont assuré le maintien et l'adaptation des systèmes de solidarité traditionnels, qui sont précisément une clef de compréhension fondamentale de l'organisation de l'espace palestinien en diaspora.

- F. ENCEL, *Géopolitique du sionisme : stratégies d'Israël*, Armand Colin, Paris, 2006, 288 p.

L'ouvrage s'intéresse à la genèse et à l'évolution de l'Etat d'Israël et du mouvement sioniste : comment Israël, Etat-nation du peuple juif et fruit du sionisme, a-t-il élaboré ses stratégies de survie puis de puissance dans un Proche-Orient instable et hostile ? Après avoir étudié la particularité du nationalisme sioniste, l'auteur s'interroge sur la façon dont Israël se représente la mémoire, la puissance, la force et l'espace. Au lendemain de la guerre d'Israël contre le Hezbollah en juillet-août 2006, cet ouvrage constitue l'une des références nécessaires à une compréhension globale des enjeux

du Proche-Orient.

- M. LEVITT, *Hamas : Politics, Charity, and Terrorism in the Service of Jihad*, Yale University Press, New Haven, 2006, 324 p.

L'auteur, actuellement *Deputy Assistant* au Département du Trésor, a des positions proches des *lobbies* pro-israéliens et des néo-conservateurs. Cet ouvrage permet donc de cerner et de comprendre les mécanismes d'une certaine vision américaine d'une composante essentielle du conflit israélo-palestinien, le Hamas. La conclusion de l'étude, très documentée, de Matthew Levitt est que le Hamas constitue un danger pour les Palestiniens et pour les Etats-Unis car, à son sens, la seule différence qui existe entre le Hamas et Al-Qaïda réside dans leurs lieux d'action.

- Z. MAOZ, *Defending the Holy Land : a Critical Analysis of Israels Security and Foreign Policy*, University of Michigan Press, Ann Arbor, 2006, 714 p.

Selon la thèse défendue par l'auteur dans cet ouvrage, les guerres conduites par Israël depuis 1948 n'ont pas relevé - contrairement à ce que cet Etat a toujours affirmé - de la nécessité, mais de son choix : elles ont été le résultat d'agressions délibérées ou de mauvaises stratégies de gestion de conflit. Une telle politique de défense israélienne a fait échouer des possibilités de paix. Par conséquent, pour parvenir à un règlement durable du conflit, l'auteur plaide en faveur d'une réforme en profondeur de la politique de sécurité d'Israël, impliquant nécessairement une redéfinition du concept de sécurité nationale.

Les pays du Golfe arabo-persique

- O. DA LAGE, *Géopolitique de l'Arabie saoudite*, Complexe, Bruxelles, 2006, 144 p.

Riche de son pétrole, berceau de l'Islam et seul Etat au monde à porter le nom de sa famille dirigeante, l'Arabie saoudite a révélé sa vulnérabilité lors de la guerre du Golfe (1990-1991). L'accélération des crises (11 septembre 2001, guerre d'Iraq, conflit israélo-palestinien) l'a obligée à remettre en cause les fondements de sa politique depuis sa fondation et à redéfinir sa stratégie internationale et régionale.

- F. DAZI-HENI, *Monarchies et sociétés d'Arabie. Le temps des confrontations*, Presses de Sciences Po, Paris, 2006, 363 p.

Depuis la moitié des années 1990, les pays de la péninsule arabe connaissent un processus de libéralisation et de démocratisation sans précédent. Toutefois, ces évolutions ont varié en fonction du pays concerné tant dans leur intensité que dans leur forme. Ainsi, alors que le Koweït et Bahreïn se caractérisent par une monarchie libérale où le pluralisme politique est très avancé, l'Arabie saoudite et Oman demeurent rétifs à ces mutations politiques comme économiques. Quant au Qatar et aux Emirats arabes unis, ils se sont engagés dans la voie d'une importante libéralisation économique tout en maintenant un fort autoritarisme politique.

- T. DELPECH, *L'Iran, la bombe et la démission des nations*, Autrement, Paris, 2006, 135 p.

Ce livre aborde la question du nucléaire iranien en la mettant en perspective à l'échelle internationale et régionale. L'auteur analyse ainsi successivement le rôle des nations occidentales, des alliés proches et éloignés de l'Iran et de ses voisins dans l'évolution de ce dossier. Sans concession sur l'incapacité des pays occidentaux à gérer cette crise, l'auteur s'inquiète des conséquences régionales de l'acquisition de l'arme atomique par l'Iran : par un effet d'entraînement, d'autres pays de la région (Syrie, Egypte, Turquie) souhaiteraient à leur tour posséder l'atome, ce qui conduirait à une nucléarisation rampante du Proche-Orient.

- V. NASR, *The Shia Revival. How Conflicts Within Islam Will Shape the Future*, W. W. Norton, New York, 2006, 304 p.

Cet ouvrage relate les conflits historiques - à la fois spirituels et politiques - opposant les deux branches de l'Islam, chiite et sunnite, depuis 1 400 ans. Cette opposition se retrouve aujourd'hui dans les tensions politiques et théologiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite, chacun cherchant à se positionner comme *leader* du monde musulman. La compréhension de ce schisme millénaire permet d'éclairer les difficultés que rencontrent actuellement les puissances extérieures engagées dans la région.

La politique américaine dans la région

- A. M. ANSARI, *Confronting Iran : the Failure of American Foreign Policy and the Roots of Mistrust*, Hurst and Company, Londres, 2006, 280 p.

Ali Ansari, chercheur britannique d'origine iranienne, décrit les raisons de l'échec de la politique américaine à l'égard de l'Iran. En diabolisant le régime iranien et en refusant de prendre en considération ses intérêts et les ambitions régionales, les Etats-Unis ont contribué à l'échec des négociations sur le nucléaire. A cause de cette erreur, ils ne sont peut-être plus aujourd'hui en mesure de négocier les conditions d'un dialogue bilatéral.

- R. BRONSON, *Thicker Than Oil : America's Uneasy Partnership with Saudi Arabia*, Oxford University Press, Oxford / New York, 353 p.

Alors que la relation privilégiée des Etats-Unis avec l'Arabie saoudite est le plus souvent réduite à sa dimension pétrolière, l'auteur présente une vision élargie à travers un rappel historique des relations entre les deux pays. Leurs intérêts ne se limitent pas à l'échange pétrole contre sécurité, mais a comporté d'autres aspects, comme une lutte commune contre le communisme et l'utilisation de la position stratégique de l'Arabie saoudite pour le stationnement de militaires américains. Le point le plus controversé et le plus intéressant de l'ouvrage est l'argument selon lequel c'est la religiosité de l'Etat saoudien, face à un communisme sans Dieu, qui a séduit les Américains.

- I. DAALDER, N. GNESOTTO, P. GORDON (dir.), *Crescent of Crisis : US-European Strategy for the Greater Middle East*, Brookings Institution Press, Washington / Paris, 2006, 263 p.

Cet ouvrage, recueil d'articles de chercheurs français et américains, poursuit l'objectif ambitieux de formuler des recommandations politiques pour une meilleure coordination transatlantique à l'égard du Moyen-Orient entendu au sens large (Liban, Syrie, Israël, Palestine, Iran, Iraq, Pakistan, Afghanistan). Pour ce faire, chaque pays étudié est abordé sous les deux angles,

européen et américain, afin de permettre au lecteur de posséder une grille d'analyse commune et, de la sorte, de mieux réfléchir à un rapprochement - voire une réconciliation - des deux approches.

- A. SFEIR, *Vers l'Orient compliqué : les Américains et le monde arabe*, Grasset, Paris, 2006, 191 p.

Selon l'auteur, les Américains ont déclenché la guerre en Iraq afin de briser les nations arabes et de hâter l'avènement d'une multitude de micro-Etats fondés sur des communautés (chiïte, kurde, maronite, alaouite, chrétienne, sunnite). Cette stratégie visant à affaiblir le monde arabe en l'émiettant face à la puissance israélienne serait, d'après les théoriciens de Washington, la seule façon de sécuriser l'approvisionnement pétrolier des Etats-Unis. Tel est le point de vue que défend ce spécialiste du Proche-Orient, qui analyse la politique américaine dans la région au cours des décennies passées à travers cette grille de lecture.

- E. STEPHENS, *US Policy Towards Israel : the Role of Political Culture in Defining the Special Relationship*, Sussex Academic Press, Brighton, 2006, 339 p.

Alors que le débat fait rage entre ceux qui affirment que le soutien américain à Israël est la résultante directe du *lobbying* pro-israélien aux Etats-Unis et ceux qui soutiennent au contraire qu'il s'explique uniquement par le calcul de l'intérêt stratégique américain à défendre l'Etat hébreu, Elizabeth Stephens explore un autre aspect de cette relation : pour elle, ce soutien n'est pas uniquement le fruit de considérations géopolitiques, militaires ou économiques ou d'un *lobby* puissant, mais découlerait en fait d'une culture politique spécifiquement américaine, qui fait du soutien à Israël non pas un argument partisan sujet à débat, mais une donnée essentielle de la bureaucratie américaine.

Pôles émergents dans la mondialisation

La mondialisation concerne toutes les régions de la planète, à des degrés forts différents. Plusieurs pays et zones géographiques bénéficient pleinement de ce phénomène et connaissent un essor économique considérable, ce qui suscite depuis plusieurs années une littérature toujours plus abondante afin de décrypter les atouts et les faiblesses de ces différents pôles et de comprendre les bouleversements induits pour l'ensemble du système international. Une sélection d'ouvrages relatifs à trois de ces pôles émergents - le Brésil, la Chine et l'Inde - est ici présentée.

Le Brésil

- A. ROUQUIE, *Le Brésil au 21^e siècle : naissance d'un nouveau grand*, Fayard, Paris, 2006, 410 p.

La mutation profonde qui s'est opérée au Brésil ces dernières décennies permet à ce pays et à son président Luiz Inacio « Lula » da Silva, élu en 2002 et réélu en 2006, de jouer un rôle premier sur la scène internationale. Dans cet ouvrage, l'auteur, spécialiste de l'Amérique latine contemporaine, éclaire le lecteur en explorant les rapports entre pouvoir et société et décrit un Brésil loin des clichés habituels, une grande démocratie métissée et créatrice d'une civilisation industrielle sous les tropiques.

- D. VAN EEUWEN *et alii*, *Le Nouveau Brésil de Lula : dynamique des paradoxes*, Ed. de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2006, 650 p.

La dynamique du nouveau Brésil du président Lula conduit ce pays à s'imposer comme une puissance économique et un acteur global sur la scène internationale. Cependant, cette dynamique s'accompagne de nombreux paradoxes : l'identité du Brésil repose sur sa diversité raciale, religieuse et

territoriale et, malgré la croissance, ce pays est l'un des plus inégaux du monde, avec plus de 50 millions de pauvres, ne parvenant pas à réformer son système politique et son pacte fédéral, ce qui le rend difficilement gouvernable. Face à ces paradoxes, Lula emprunte une voie originale dans une Amérique latine en plein bouleversement politique : il souhaite acquérir, par une politique économique orthodoxe, une marge de manœuvre suffisante pour s'attaquer à la pauvreté par des mesures sociales ciblées. Il a ainsi provoqué la satisfaction des marchés financiers (le Brésil est, avec la Chine, la première destination des investisseurs), mais aussi le désenchantement des mouvements sociaux les plus radicaux.

La Chine

- B. CAMBRELENG, *Faut-il avoir peur de la Chine ?*, Milan, Toulouse, 2006, 96 p.

La Chine fascine et préoccupe. L'auteur analyse ici le processus de modernisation engagé en République populaire de Chine depuis la fin des années 1970 : sur quoi repose le miracle chinois ? le développement qui accompagne la croissance profite-t-il à tous les Chinois ? sait-on vraiment ce qui se passe à l'intérieur de la Chine ? Le Parti communiste s'appuie sur l'enrichissement de nouvelles classes moyennes, mais ne souffre aucune contestation organisée. L'ouvrage se propose d'expliquer l'interdépendance croissante entre ce pays et le reste du monde : son développement pousse les prix des matières premières - et notamment du pétrole - à la hausse, menace les emplois, contribue au réchauffement planétaire. La Chine, face à Taiwan, au Japon mais aussi aux Etats-Unis, affiche un nationalisme qui alimente les tensions, alors que l'interdépendance entre Pékin et le reste du monde ne cesse de croître.

- G.-M. HENRY, *Quand la Chine s'essoufflera : atterrissage en douceur ou crash ?*, Studyrama / Jeunes Editions, Levallois-Perret, 2006, 224 p.

La croissance économique accélérée de la Chine ne doit pas masquer l'instabilité inhérente au régime chinois et la multiplication des sources de tension : « *un seul grain de beauté peut masquer des centaines de taches de laid* », dit un proverbe chinois. Les organes d'information chinois font l'apologie de la croissance de leur pays, tableau positif largement repris par les agences de presse internationales. Cependant, les risques politiques augmentent : inefficacités économiques, problèmes démographiques, non-respect des droits de l'homme, etc.

- C.-J.-D. JAVARY / A. WANG, *La Chine nouvelle : être riche est glorieux*, Larousse, Paris, 2006, 128 p.

La Chine est « *entrée dans nos rêves... et aussi nos cauchemars* ». Les auteurs, spécialistes de la Chine, dressent un portrait assez complet de la quatrième puissance économique du monde en analysant, en cinq chapitres, les dimensions historiques, culturelles, économiques, politiques et quotidiennes, chaque dimension étant illustrée de faits, de chiffres et de témoignages de terrain. Cet ouvrage, sinophile, n'exclut pas pour autant la critique.

- J. KYNGE, *China Shakes the World : a Titan's Rise and Troubled Future - and the Challenge for America*, Houghton Mifflin Company, Boston, 2006, 270 p.

Napoléon disait : « *laissez la Chine dormir, car quand elle s'éveillera, le monde tremblera.* » James Kyngé, ancien directeur du bureau du *Financial Times* à Pékin montre que, en ce début du XXI^e siècle, le monde commence à trembler face à la croissance chinoise et qu'il sera confronté à ses très grandes

forces ainsi qu'à ses faiblesses. En effet, ce pays est avide de ressources naturelles, de technologie et de nouveaux marchés ; ses exportations de capitaux, de marchandises et de main-d'œuvre ont accéléré les changements structurels déjà amorcés dans le monde et remodeleront les échanges internationaux. La Chine devra contrôler son hégémonie croissante avec ses partenaires, en particulier les Etats-Unis, du fait notamment de ses faiblesses - le risque de pénurie de ressources, la corruption généralisée, le manque de terres arables et les dégradations environnementales.

L'Inde

- P. GAUCHON (dir.), *Inde, Chine à l'assaut du monde : Rapport Antheios*, PUF, Paris, 2006, 366 p.

Faut-il avoir peur de l'émergence brutale de la Chine et de l'Inde ? L'association Antheios, qui rassemble des enseignants de classes préparatoires intéressés par les problèmes de géopolitique et de géoéconomie, offre une analyse des héritages historiques de ces deux pays afin de mieux comprendre leurs situations économiques, géopolitiques et sociales. L'ouvrage présente les différentes évolutions envisageables, de l'hypothèse pessimiste, qui prévoit l'effondrement des économies industrialisées face à la concurrence de ces deux géants, à l'hypothèse optimiste selon laquelle, au contraire, l'ensemble du système international a tout à gagner de l'émergence de l'Inde et de la Chine.

- B. SCHNEIDER, *L'Inde, l'avènement d'une grande puissance*, Editions d'Organisation, Paris, 2006, 146 p.

L'Inde devient un acteur incontournable de la mondialisation grâce à sa croissance économique, qui s'accompagne d'une modernisation de la société indienne. L'auteur, diplomate aux Nations Unies et spécialiste de l'Inde, analyse les nombreux points forts du sous-continent - une croissance reposant sur davantage d'atouts que la Chine -, mais aussi les besoins et les progrès nécessaires, à travers un éclairage historique, culturel et politique, sans oublier de livrer des modes d'emploi pour comprendre et accéder au marché indien.

S. THAROOR, *India : From Midnight to the Millennium and Beyond*, Arcade Publishing, New York, 2006 (2nde éd.), 392 p.

Cinquante ans après l'indépendance de l'Inde, Shashi Tharoor, Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information aux Nations Unies, présente une analyse assez complète et donne des recommandations utiles concernant les principaux défis que l'Inde devra relever dans les cinquante années à venir : la pérennité de sa démocratie constitutionnelle, les luttes persistantes liées aux castes, la tentative récente de rattraper les Tigres d'Asie en adoptant des réformes de libre-échange et la montée de l'extrémisme hindou.

Puissance américaine et relations internationales

Si les difficultés de la politique américaine en Iraq et les interrogations liées à la reconfiguration politique de la région ont focalisé une part importante de l'attention des auteurs qui se sont penchés sur les Etats-Unis en 2006, d'autres thèmes se dégagent de la littérature sur la première puissance mondiale. Outre les approches généralistes et les réflexions sur la puissance américaine, beaucoup d'ouvrages ont été consacrés aux nouveaux défis auxquels les Américains doivent faire face: les rapports avec les pôles émergents que constituent la Chine et l'Inde, l'anti-américanisme ou la compétition pour les matières premières apparaissent comme des thèmes récurrents.

Réflexions sur la puissance américaine

- N. CHOMSKY, *La Doctrine des bonnes intentions : entretiens avec David Barsamian*, Fayard, Paris, 2006, 237 p.

Derrière les bonnes intentions affichées par l'Administration Bush pour justifier sa politique extérieure se cache, selon l'auteur, une stratégie impériale fondée notamment sur la notion de guerre préventive. Ce recueil de conversations entre David Barsamian et Noam Chomsky donne à ce dernier l'occasion d'exposer et de disséquer cette « doctrine des bonnes intentions », mais aussi d'aborder de nombreux autres sujets, tels la propagande, l'éducation, le féminisme, le travail de la mémoire ou la montée du fondamentalisme religieux aux Etats-Unis.

- G. DOREL, *Atlas de l'empire américain. Etats-Unis : géostratégie de l'hyperpuissance*, Autrement (coll. Atlas Monde), Paris, 2006, 79 p.

Cet atlas présente, à l'aide de plus de cent cartes et infographies, les facteurs historiques, économiques, militaires et culturels qui contribuent à faire des Etats-Unis la première puissance mondiale. L'auteur ne délaisse aucune dimension de la domination américaine, puisque sont examinés aussi bien la fascination que suscitent les Etats-Unis que le rejet du modèle américain, ainsi que leurs raisons. L'ouvrage, très complet, est divisé en trois parties consacrées respectivement à : la construction de l'empire ; la puissance des affaires et la séduction du modèle ; les défis auxquels les Etats-Unis font face depuis 1989.

- D. HOWARD, *La Démocratie à l'épreuve : chroniques américaines*, Buchet-Chastel, Paris, 2006, 368 p.

Cet ouvrage regroupe les textes issus de la chronique hebdomadaire tenue dans la presse américaine par l'auteur pendant une année, à partir de la réélection de George W. Bush en novembre 2004. Ces chroniques, consacrées à la vie démocratique des Etats-Unis, éclairent les événements d'actualité survenus pendant la période (difficultés de l'occupation de l'Iraq, catastrophe du cyclone Katrina, nominations à la Cour suprême), en mettant en question le rôle et les responsabilités des acteurs concernés, des journalistes, des citoyens. L'auteur souhaite donc dépasser le simple commentaire de l'actualité pour engager une réflexion sur l'état de la démocratie aux Etats-Unis.

- F. FUKUYAMA, *America at the Cross-roads : Democracy, Power, and the Neoconservative Legacy*, Yale University Press, 2006, 240 p.

Dans cet ouvrage, Francis Fukuyama retrace l'histoire du mouvement néo-conservateur, de sa naissance dans les années 1930 à ses expressions les plus récentes. L'auteur de *La Fin de l'Histoire et le*

dernier homme, ouvrage qui avait enthousiasmé les Américains à la fin de la Guerre froide, raconte comment il a été lui-même un néo-conservateur fervent, croyant en la nécessité pour l'Amérique de défendre la démocratie et les droits de l'homme, y compris en utilisant sa puissance. Aujourd'hui, Fukuyama s'insurge contre la politique étrangère menée au nom de ce mouvement par l'Administration Bush : il lui reproche notamment d'avoir cru que retirer Saddam Hussein du pouvoir suffirait à provoquer des changements sociaux fondamentaux (*social engineering*). Pour lui, l'aventure iraquienne a tué l'ère néo-conservatrice et il se considère maintenant comme un « wilsonien réaliste ».

- D. LACORNE (dir.), *Les Etats-Unis*, Fayard / CERI, Paris, 2006, 672 p.

Cet ouvrage collectif pluridisciplinaire se propose de dresser un état des lieux très complet des Etats-Unis d'aujourd'hui. Pour ce faire, au fil des trente-quatre chapitres qui constituent cette somme, les contributeurs se sont penchés aussi bien sur les fondements politiques et constitutionnels du régime américain que sur les politiques d'immigration, les questions religieuses, la politique étrangère, l'économie ou encore la littérature et la culture populaire. Le résultat de cet effort est un titre qui constituera sans doute une référence importante sur les Etats-Unis.

- M. MANDELBAUM, *The Case for Goliath : How America Acts as the World's Government in the 21st Century*, Public Affairs, New York, 2005, 283 p.

A l'inverse d'un grand nombre d'ouvrages publiés en 2006 qui comparent les Etats-Unis à un empire (*Dark Ages America : the Final Phase of Empire* de Morris Berman ; *Lessons of Empire : Imperial Histories and American Power* de Craig Calhoun, Frederick Cooper et Kevin W. Moore ; *Empire and Superempire : Britain, America, and the World* de Bernard Potter), Michael Mandelbaum montre dans cette étude parue fin 2005 que les Etats-Unis jouent en fait le rôle de gouvernement mondial, aidant à réguler la vie des nations entre elles. La position américaine de première puissance mondiale a conduit le pays à effectuer un travail de contrôle et de surveillance dans tous les domaines pour le reste du monde. Bien que les autres pays soient souvent mécontents de cet état de fait, ils ne pourront que regretter si les Etats-Unis se désengagent de leurs responsabilités.

- R. SUSKIND, *The One Percent Doctrine, Deep Inside America's Pursuit of its Enemies After 9/11*, Simon and Schuster, New York, 2006, 384 p.

Le titre de l'ouvrage s'inspire d'une déclaration de novembre 2001 du vice-président Dick Cheney, qui affirmait que toutes les menaces devaient être traitées avec le même sérieux, même celles qui ont moins de 1 % de chances de se concrétiser. Ron Suskind montre les limites d'une politique de lutte acharnée contre le terrorisme telle que l'a menée le président Bush depuis les attaques du 11 septembre 2001. En évaluant l'effort de lutte antiterroriste de l'administration et des services de renseignements américains, l'auteur remet en question la « doctrine Cheney », qui souffre d'un grave manque de rationalité et risque de mener, en fin de course, à un recours systématique à la torture.

L'engagement américain en Iraq : un borbier ?

- F. AJAMI, *The Foreigner's Gift : the Americans, the Arabs, and the Iraqis in Iraq*, Free Press, New York, 2006, 378 pp.

L'ouvrage de Fouad Ajami a le mérite de se positionner à contre-courant de ce qui a été écrit au cours de l'année sur la guerre en Iraq : tandis que tous se lamentent sur la déconvenue américaine,

lui continue d'y trouver matière à se réjouir. En 2003, F. Ajami était un des intellectuels américains les plus en faveur de la guerre, persuadé que les Iraquiens recevraient avec joie leurs libérateurs et embrasseraient avec enthousiasme la démocratie. Bien que les choses ne se soient pas tout à fait passées comme prévu, F. Ajami continue de défendre l'idée d'une guerre qui a été un « cadeau de l'étranger » pour les Iraquiens. Pour lui, l'intervention militaire a beau avoir été lancée sur de mauvais prétextes et s'avérer impossible à gagner, elle reste un « échec noble » dont l'Amérique peut être fière.

- R. BELOT / J. TEJEL, *Irak, chronique d'un chaos annoncé*, Lavauzelle (coll. Etudes), Panazol, 2006, 240 p.

Robert Belot et Jordi Tejel proposent dans cet ouvrage une relecture du conflit iraquien, éclairée par un point de vue rétrospectif. Les deux auteurs retracent l'histoire de la crise iraquienne de 1990 à nos jours, en revenant sur chaque date et chaque fait important. Ce travail a pour but de permettre de mieux saisir les enjeux actuels de la deuxième phase militaire du conflit (entamée en 2003) et de ses suites. Cette mise en perspective historique est nécessaire car, selon les auteurs, la mémoire du temps présent est extrêmement volatile et fragile ; elle est trompeuse, parce que saturée d'émotion et de passion, exposée aux actions de désinformation ou de mésinformation.

- M. R. GORDON / général B. E. TRAINOR, *Cobra II : the Inside Story of the Invasion and Occupation of Iraq*, Pantheon, New York, 2006, 640 p.

Cet ouvrage du journaliste du *New York Times* spécialiste des affaires militaires Michael Gordon et du général à la retraite Bernard Trainor fait suite à leur collaboration de 1995 sur la première guerre du Golfe (*The General's War*). Pour cette seconde guerre en Iraq, les deux auteurs ont une nouvelle fois mené un travail descriptif de qualité, qui se concentre sur la mauvaise préparation de la guerre et sur les erreurs de jugement militaires et politiques qui l'ont accompagnée. Ils démontrent en particulier comment l'obsession de Donald Rumsfeld pour une réforme de l'armée américaine et son refus de préparer l'après-guerre ont profondément nui à l'objectif d'une victoire en Iraq.

- D. MALONE, *The International Struggle over Iraq : Politics in the United Security Council 1980-2005*, Oxford University Press, 2006, 424 p.

Le Conseil de sécurité de l'ONU aura été le centre névralgique des luttes de pouvoir concernant l'Iraq depuis le début des années 1980, luttes dont l'auteur examine l'interaction. Il souligne notamment le fait que les espoirs d'une ONU opérant au sein d'un « nouvel ordre mondial » furent rapidement déçus après 1991. L'unilatéralisme s'installant, l'ONU se retrouva mise à l'écart avec l'invasion de l'Iraq par la coalition par les Etats-Unis en 2003, tandis que le rôle à venir du Conseil demeure aujourd'hui incertain.

- T. E. RICKS, *Fiasco : the American Military Adventure in Iraq*, Penguin Press, New York, 2006, 482 p.

Fiasco et *Cobra II* - de M. R. Gordon et B. E. Trainor - sont des ouvrages complémentaires. Tandis que *Cobra II* développe beaucoup les questions d'avant-guerre, *Fiasco* se révèle un bon outil pour comprendre l'incapacité des Américains à s'adapter aux conditions iraquiennes après l'invasion. Thomas Ricks, journaliste expert des affaires militaires du *Washington Post*, dépeint avec sévérité une armée américaine qui n'a pas su anticiper l'insurrection iraquienne et s'adapter à ses techniques de guérilla.

La première puissance mondiale face aux grands défis internationaux : énergie, compétition économique, anti-américanisme, prolifération nucléaire

- CERCLE DES ECONOMISTES, *L'Europe et les Etats-Unis : au-delà des idées convenues - The United States and Europe : beyond stereotypes*, Descartes & Cie, Paris, 2006, 397 p.

Fruit des cinquièmes rencontres économiques d'Aix-en-Provence organisées en 2005 par le Cercle des économistes, cet ouvrage collectif confronte les points de vue des trente économistes membres de ce dernier avec ceux de grands patrons et de responsables institutionnels ou politiques de haut niveau, tels Madeleine Albright, Pascal Lamy, Richard Perle, Jean-Claude Trichet, Hubert Védrine ou Paul Wolfowitz. La diversité des thèmes abordés et la qualité des intervenants font de cet ouvrage un document particulièrement utile pour apprécier l'état et les enjeux des relations transatlantiques.

- F. LAFARGUE, *Demain, la guerre du feu : Etats-Unis et Chine à la conquête de l'énergie*, Ellipses, Paris, 2006, 239 p.

Les deux premiers pays consommateurs de pétrole de la planète partagent un même appétit insatiable en matière de ressources énergétiques. Tandis que les Etats-Unis cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement afin de réduire leur dépendance à l'égard du Moyen-Orient, la Chine, en pleine croissance, est à la recherche de nouvelles ressources pour nourrir son développement. La concurrence entre les deux puissances se joue déjà aussi bien en Afrique qu'en Amérique latine ou en Asie centrale, mais il faudra à l'avenir compter avec un troisième acteur, l'Inde.

- C. R. MOHAN, *Impossible Allies : Nuclear India, United States and the Global Order*, India Research Press, New Delhi, 2006, 311 p.

L'annonce, en juillet 2005, par le Premier ministre Singh et le président Bush de la signature d'un accord de coopération sur le nucléaire civil indien a surpris le monde entier. Raja Mohan revient sur le rapprochement qui s'est effectué entre les deux grands pays depuis 2001. Pour l'auteur, l'Inde ne va pas se transformer subitement en allié inconditionnel des Etats-Unis, mais pourrait bien devenir une « France asiatique » qui sait reconnaître lorsque les deux puissances ont des intérêts communs.

- J. E. SWEIG, *Friendly Fire : Losing Friends and Making Enemies in the Anti-American Century*, Public Affairs, New York, 2006, 272 p.

Alors que les études sur l'anti-américanisme se concentrent habituellement sur les pays en conflit ou en compétition avec les Etats-Unis, Julia Sweig s'est principalement intéressée à l'anti-américanisme dans des pays par tradition proches des Etats-Unis, comme la Corée du Sud, la Turquie ou la Grande-Bretagne. Elle développe deux idées pour expliquer cet anti-américanisme : des raisons structurelles d'une part - l'évolution du monde depuis la fin de la Guerre froide en faveur d'une hégémonie de l'Amérique - et des raisons conjoncturelles d'autre part - les choix des Etats-Unis en matière de politique étrangère. L'auteur suggère enfin que le gouvernement américain est en mesure de tarir cette deuxième source d'anti-américanisme en changeant de comportement.

- J.-F. SUSBIELLE, *Chine-USA : la guerre programmée*, First Editions, Paris, 2006, 379 p.

Prenant acte de la montée de la Chine, qui gagne jour après jour le statut de grande puissance, l'auteur voit dans l'attitude de cette future puissance mondiale une agressivité exprimant une volonté de conquête et de revanche. Cette agressivité, qui se traduit déjà par les bouleversements des marchés (pétrole, matières premières, salaires et emplois), ne peut que déboucher sur une confrontation avec les Etats-Unis, seule superpuissance mondiale. Pour l'auteur, cet affrontement a même déjà commencé.

CHRONIQUE DES REVUES 2006

Cette chronique s'appuie sur le corpus suivant :

Critique internationale
Foreign affairs
Géoéconomie
International Organization
International Security
Politique étrangère
Politique internationale
Questions internationales
Relations internationales
Revue d'histoire diplomatique
Revue internationale et stratégique
Survival

Pour l'ensemble de ces périodiques comme pour les publications à teneur historique, traitées séparément, l'objectif fixé est de dégager quelques thèmes majeurs, représentatifs de l'année écoulée, et de présenter brièvement une sélection d'articles qui les abordent. Des contributions tirées de revues généralistes (comme *Commentaire*) ou de magazines (*Foreign Policy*) ont parfois été retenues du fait de leur intérêt et des publications spécialisées ont été consultées pour le thème régional. Les rubriques retenues sont les suivantes : histoire des organisations internationales au XX^e siècle ; dynamique des conflits et terrorisme ; sécurité énergétique ; sécurité nucléaire ; actualité de l'Amérique latine.

Par souci d'exhaustivité et bien qu'il n'entre pas dans les rubriques ci-dessus, il nous faut signaler un article qui a créé de très forts remous en 2006, « The Israel lobby and US foreign policy », écrit par deux chercheurs américains de l'école réaliste, J. MEARSHEIMER et S. WALT, et publié en mars 2006 sur le site Internet de la KSG d'Harvard et, en version plus courte, dans *The London Review of Books* (vol. XXVIII, n^o 6). Selon la thèse des auteurs, la politique étrangère américaine au Moyen-Orient est fortement influencée par un *lobby* pro-israélien très puissant et va-t-en-guerre, cette influence s'avérant néfaste pour les Etats-Unis. Cette prise de position forte a engendré une avalanche de réactions dont quelques-unes pourront être retenues pour la finesse de leur analyse : D. LEVY, « Is it good for the Jews ? », *The American Prospect* (juil. 2006) ; M. MASSING, « The truth about 'the Israel lobby' », *The New York Review of Books* (8 juin 2006) ; G. SCHOENFELD, « Dual loyalty and the 'Israel lobby' », *Commentary* (nov. 2006) ; le numéro spécial consacré à la question du magazine *Foreign Policy* (juil.-août 2006).

Histoire des organisations internationales

- « L'Europe et les enjeux de sécurité », *Relations internationales*, n^o 125, print. 2006.

La fin de l'ère bipolaire a modifié la notion et les enjeux de la sécurité en Europe. Tel est le premier axe qui structure le dossier de huit articles présenté par la revue, autour des nouvelles menaces qui ont émergé, de l'élargissement et de la complexité croissante des questions de sécurité, enfin des organisations chargées de les gérer (P. DU BOIS, « Anciennes et nouvelles menaces : les

enjeux de la sécurité en Europe », pp. 5-16 ; V.-Y. GHEBALI, « La sécurité en Europe : état général des lieux depuis la fin de la bipolarité », pp. 17-29). Avec le Conseil de l'Europe, l'OSCE et l'OTAN, l'Union européenne est l'un de ces acteurs dont les modalités d'action sont étudiées : les capacités propres de gestion des crises et leurs limites dans le cadre de la nouvelle PESD (A. LAMBERT, « Les interventions 'militaires' de l'Union européenne dans les Balkans », pp. 59-72), la coopération navale (B. GERMOND, « Les forces navales européennes face aux 'nouvelles menaces' en mer », pp. 45-58). Enfin, une dernière thématique consiste à cerner les approches nationales de ces évolutions (C. SANDERSON, « Le Royaume-Uni et la défense européenne aujourd'hui : enjeux, choix, réalités », pp. 73-81).

- « Les Nations Unies d'hier à demain », *Relations internationales*, n° 127, aut. 2006 / n° 128, hiv. 2006.

Comme le souligne M. VAÏSSE dans sa conclusion (« L'ONU oui ou non ? », n° 128, pp. 103-106), l'histoire des Nations Unies est marquée par une tension entre la nécessité de son existence et la permanence de sa crise.

L'ONU apparaît en effet comme un cadre indispensable de la vie internationale : issue de la longue lignée des plans de paix perpétuelle s'appuyant sur un directoire des nations, comme le rappelle B. ARCIDIACONO (« Pour une généalogie de la charte des Nations Unies : la tradition directoriale », n° 127, pp. 5-23), elle fixe des principes - en matière de droits de l'homme, par exemple - et permet aux Etats de se faire entendre ; la place conquise par les Etats du Sud est ainsi bien connue, étudiée en l'occurrence à propos de l'Afrique (A. LEWIN, « Les Africains à l'ONU », n° 128, pp. 55-78).

Différents aspects de son discrédit sont inventoriés : difficultés financières ; échec de missions et faillite dans le maintien de la paix, envisagés au travers des exemples du Congo et de l'ex-Yougoslavie... Plusieurs articles mettent en lumière le rôle prépondérant joué par les intérêts des Etats membres dans une telle organisation intergouvernementale (F. SCHILLO, « La France et le règlement onusien de la première guerre israélo-arabe », n° 127, pp. 25-45 ; G.-H. SOUTOU, « La France et l'entrée des deux Allemagne aux Nations Unies », n° 127, pp. 79-94 ; J. HANHIMÄKI, « G. W. Bush et l'ONU », n° 128, pp. 25-35). La réforme de l'ONU est mise en perspective pour finir, dans sa nécessité mais aussi sa difficile faisabilité (A. NOVOSSELOFF, « L'élargissement du Conseil de sécurité : enjeux et perspectives », n° 128, pp. 3-14).

Ces deux numéros et leurs seize articles constituent donc un instrument précieux pour aborder l'histoire de l'ONU mais aussi pour mieux cerner ses enjeux les plus actuels.

Dynamiques des conflits et terrorisme

Centre d'intérêt majeur des revues anglo-saxonnes, cette thématique a fait l'objet de numéros spéciaux ou, tout au moins, de dossiers regroupant plusieurs articles et présentés ici de manière globale. Deux axes de réflexion émergent : l'origine et la dynamique des conflits ; le terrorisme.

Numéros spéciaux

- « Internal conflicts : sources and solutions », *International Security*, vol. XXX, n° 4, print. 2006.

Trois articles étudient les sources et les solutions des conflits internes qui caractérisent le monde de l'après-Guerre froide.

S. J. KAUFMAN (« Symbolic politics or rational choice ? Testing theories of extreme ethnic violence », pp. 45-86) s'appuie sur les cas du Soudan et du Rwanda pour souligner l'importance de la théorie de la politique symbolique dans les origines des violences ethniques extrêmes : plutôt que le résultat d'incertitudes ou d'élites délibérément prédatrices, la violence ethnique serait le produit de craintes et de mythologies ethniques dont la popularité contraindrait les élites à les adopter et à les conforter et, ce, même au prix de leur propre déchéance.

A. B. DOWNES (« Desperate times, desperate measures : the causes of civilian victimization in war », pp. 152-195) analyse par des études de cas les raisons pour lesquelles les parties belligérantes

s'en prennent aux populations non combattantes. Il identifie deux logiques : la volonté désespérée de gagner et de préserver des vies dans son propre camp et la détermination de conquérir et d'annexer le territoire ennemi. Le facteur du désespoir est identifié comme particulièrement important.

M. BARNETT (« Building a republican peace : stabilising States after war », pp. 87-112) explique que les efforts de reconstruction de pays dévastés par la guerre sont tous dans la pratique fondés sur des valeurs libérales, alors que ces derniers n'ont pas les institutions ou la culture civique nécessaires à l'absorption des pressions liées au libéralisme économique et politique. Il prône donc plutôt la « *reconstruction républicaine* » axée sur la délibération, le constitutionalisme, et la représentation.

- *International Security*, vol. XXXI, n° 1, été 2006.

Quatre articles s'intéressent aux stratégies des organisations terroristes, à des sources de recrutement peu souvent mises en lumière, ainsi qu'au devenir de ces mouvements.

A. H. KYDD et B. F. WALTER (« The strategies of terrorism », pp. 49-80) recensent les différentes stratégies des terroristes - l'usure, l'intimidation, la provocation, le sabotage et la surenchère - afin de prouver qu'ils ont la volonté et la capacité de faire payer leurs adversaires, tout en décourageant les groupes modérés dans leurs propres rangs. L'efficacité de ces signaux comme de la réaction des Etats varie au cas par cas. Parfois, les terroristes les combinent, ce qui exige aussi une réaction optimale.

V. ACHVARINA et S. F. REICH (« No place to hide : refugees, displaced persons, and the recruitment of child soldiers », pp. 127-164) signalent que le problème des enfants soldats est aujourd'hui non seulement humanitaire mais également sécuritaire, par le biais du terrorisme. Les auteurs examinent ici les différents arguments mis en avant pour expliquer les origines de ce phénomène, sur la base de 19 conflits africains.

F. B. ADAMSON (« Crossing borders : international migration and national security », pp. 165-199) démontre que les migrations internationales font désormais partie intégrante de l'agenda sécuritaire international, en raison de ses implications avec le terrorisme international. Les flux migratoires influent sur la sécurité nationale des Etats de trois manières : par les capacités et l'autonomie de ces Etats, par les rapports de pouvoir et par les conflictualités violentes. Les Etats doivent chercher à adopter des politiques migratoires qui leur permettraient de tirer les bénéfices liés à ces flux de population dans un nouvel environnement sécuritaire mondialisé.

Selon A. K. CRONIN (« How Al-Qaida ends : the decline and demise of terrorist groups », pp. 7-48), Al-Qaïda est vouée à l'extinction, mais l'expérience montre que les groupes terroristes sont les plus dangereux au moment même où ils s'éteignent. Il est ainsi important de tirer les leçons de l'évolution de groupes terroristes antérieurs afin de mieux comprendre la fin probable de ce réseau et, éventuellement, de parvenir à l'accélérer.

- *International Security*, vol. XXXI n° 2, aut. 2006.

Trois articles s'intéressent à l'impact réel du terrorisme sur les politiques gouvernementales, et aux fragilités de certains des Etats alliés aux Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme international.

Etudiant tous les groupes terroristes sous l'angle de l'efficacité, M. ABRAHAMS (« Why terrorism does not work », pp. 42-78) met en lumière le caractère déterminant du choix de leur cible.

Il note que ceux qui visent en priorité les populations civiles plutôt que les forces militaires atteignent rarement leurs objectifs politiques, les Etats se refusant alors généralement aux concessions.

D. L. BYMAN (« Friends like these : counterinsurgency and the war on terrorism », pp. 79-115) relève que les alliés des Etats-Unis dans la lutte contre Al-Qaïda se heurtent souvent à la présence de régimes illégitimes, à des tensions civiles et militaires liées à des craintes de putsch, à des difficultés économiques et à des sociétés discriminatoires. Cela tend à fragiliser l'action des forces de sécurité et militaires alliées, les Américains devant quant à eux être réalistes par rapport à l'impact réel de leurs propres efforts.

J. B. TUCKER (« Preventing the misuse of biology : lessons from the oversight of smallpox virus research », pp. 116-150), met en valeur la manière dont certaines découvertes scientifiques élémentaires ont le potentiel d'être détournées par des Etats ou des organisations terroristes sophistiquées cherchant à développer des armes biologiques. C'est ainsi que de nouveaux mécanismes de gouvernance sont prônés, notamment dans le domaine de la recherche à usage à la fois civil et militaire. En témoigne le cas de la recherche sur le virus de la variole, que l'auteur examine ici de manière précise.

Terrorisme

- J. EICHLER, « La guerre globale contre le terrorisme et ses conséquences pour les relations euro-américaines », *Revue internationale et stratégique*, n° 63, aut. 2006, pp. 9-17.

Il est patent que les approches européenne et américaine pour endiguer la menace terrorisme divergent totalement : alors que les Etats-Unis prônent une doctrine globale *via* des attaques préventives contre les Etats soutenant le terrorisme, les Européens privilégient une approche politique et diplomatique qui accorde une grande place à l'ONU.

- J. MUELLER, « Is there still a terrorist threat ? : the myth of the omnipresent enemy », *Foreign Affairs*, vol. LXXXV, n° 5, sept.-oct. 2006, pp. 2-8.

Le Département de la Sécurité intérieure des Etats-Unis alerte régulièrement les Américains sur la capacité des terroristes à frapper à tout moment, en tous lieux et au moyen de n'importe quelle arme. Dès lors, si l'Amérique est si vulnérable, pourquoi n'a-t-elle pas été à nouveau touchée par une attaque terroriste ? Il n'est pas déraisonnable de penser que la menace est surévaluée, qu'aujourd'hui il n'y a pas aux Etats-Unis de terroristes et peu de moyen pour ces derniers de pénétrer sur le sol américain.

- R. F. TRAGER / D. P. ZAGORCHEVA, « Deterring terrorism : it can be done », *International Security*, vol. XXX, n° 3, hiv. 2005-janv. 2006, pp. 87-123.

D'aucuns critiquent l'idée d'une dissuasion efficace contre les terroristes, mettant en avant le fait que ces derniers sont irrationnels, prêts à tous les sacrifices, impossibles à localiser. L'auteur souligne cependant que la dissuasion peut en fait être efficace et même, dans certains cas, préférable à l'usage de la force. En particulier, une politique de dissuasion appropriée permettrait dans la pratique de fragmenter les réseaux terroristes internationaux en décourageant toute coopération avec Al-Qaïda notamment.

Sécurité énergétique

Les inquiétudes liées aux approvisionnements en hydrocarbures ont été au cœur des réflexions de l'année 2006, avec, en toile de fond, les tensions entre pays consommateurs et pays producteurs - Europe/Russie notamment - et, surtout, la compétition qui se dessine entre les pays développés et les puissances asiatiques émergentes, l'Inde et la Chine.

Numéros spéciaux

- « Les Guerres du pétrole », *Géoéconomie*, n° 38, été 2006, pp. 17-122.

Ce dossier est consacré à l'inquiétude des Etats-Unis et de l'Europe devant, d'une part, la montée de la concurrence de l'Inde et de la Chine en tant que grands consommateurs et, d'autre part, leur dépendance envers un nombre restreint de pays traditionnellement fournisseurs souvent hostiles (Venezuela, Etats-Unis, Russie, Europe) ou instables (Moyen-Orient, Nigeria). Les conclusions des uns et des autres convergent vers un appel à la diversification des sources d'approvisionnements en pétrole, qui implique un intérêt croissant pour les nouveaux producteurs : ainsi, ceux du golfe de Guinée, théâtre d'une sourde lutte d'influence entre Américains et Chinois au détriment le plus souvent des compagnies européennes. De plus, autant le renforcement de la coopération ou du contrôle des pays possédant des hydrocarbures est jugé nécessaire côté américain, autant la définition par l'Europe d'une politique énergétique et la création de monopoles apparaît comme le défi majeur du Vieux Continent pour faire à sa dépendance en gaz envers la Russie.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : C. A. PAILLARD, « La puissance américaine et l'instabilité énergétique mondiale » ; C. LAMBERT, « Quelle sécurité énergétique pour l'Europe ? » ; P. LOREC et F. NOILHAN, « La stratégie gazière de la Russie et l'Union européenne » ; C. MANDIL, « Principales menaces pour la sécurité énergétique ».

- « Le Moyen-Orient de l'énergie : nouveaux défis, nouvelles options », *Politique étrangère*, n° 2, été 2006, pp. 241-281.

Ce dossier de *Politique étrangère* traite des questions diverses liées aux enjeux énergétiques du Moyen-Orient.

Plus de trois ans après le début de la guerre en Iraq, la question de la relation entre la nouvelle politique des Etats-Unis dans la région et les impératifs de sécurité énergétique du pays se pose à nouveau. Il importe de savoir quels sont les défis réels pour la sécurité énergétique dans le contexte pétrolier actuel et dans quelles circonstances la politique de « transformation » du Moyen-Orient peut apporter des solutions. L'évolution de la donne pétrolière peut également représenter un défi pour les pays exportateurs, qui seront contraints, en dépit de la rente, de rééquilibrer leur économie et de renforcer le secteur non énergétique. Ce rééquilibrage, souhaitable dans l'absolu, peut toutefois être retardé par l'émergence d'une nouvelle rente, la rente gazière : selon les prévisions, sans cesse revues à la hausse, les exportations de gaz du Moyen-Orient devraient continuer à augmenter. Cependant, l'accroissement de la demande intérieure au Moyen-Orient et les problèmes politiques et géopolitiques de la région pourraient perturber ces prévisions réalisées par les analystes des pays importateurs pour les 25 prochaines années et contraindre ces derniers à rechercher de nouvelles solutions.

Le dossier comprend les articles suivants : P. NOËL, « La 'doctrine Bush' et la sécurité pétrolière » ; J. V. MITCHELL, « L'autre face de la dépendance énergétique » ; A. HONORE, « Le Moyen-Orient et le développement d'un marché mondial du gaz naturel ».

Enjeux globaux

- J.-P. ANGELIER, « Géopolitique du gaz : les défis et les chances », *Politique internationale*, n° 111, print. 2006, pp. 387-400.

La crise opposant l'Ukraine et la Russie sur la question des prix du gaz et ses implications sur l'approvisionnement européen ont rappelé la valeur stratégique de cette source d'énergie. La plupart des pays possédant des réserves gazières en Afrique et au Moyen-Orient ne les exploitent guère du fait du coût des investissements dans les infrastructures que cela exige, mais aussi de la préférence accordée au pétrole, qui est plus rentable. D'où le nombre réduit de pays producteurs et exportateurs de gaz qui tendent à en faire une utilisation politique.

- T. L. FRIEDMAN, « The first law of petropolitics », *Foreign Policy*, mai-juin 2006, pp. 28-36.

L'auteur énonce ce qu'il appelle la « première loi de la pétropolitique », mettant en évidence l'existence d'une étroite corrélation entre, d'une part, le prix du baril de pétrole et, d'autre part, les libertés dans certains pays producteurs : les deux évoluent en sens inverse. Or, cela est capital au vu de la hausse actuelle du prix du baril. Ce dernier risque d'affecter la nature et le comportement des Etats faibles et/ou autoritaires producteurs de pétrole. C'est tout le système international de l'après-Guerre froide qui risque d'en subir les effets pervers.

- J. LAMY, « D'un G8 à l'autre : sécurité énergétique et changement climatique », *Politique étrangère*, n° 1, print. 2006, pp. 131-144.

Depuis 2005, on assiste à la prise en compte par la communauté internationale de deux défis majeurs - la sécurité énergétique mondiale et le changement climatique. La problématique « énergie-climat » mise à l'ordre du jour des sommets internationaux dessine de nouveaux contours pour la coopération internationale, avec de nouveaux concepts, de nouveaux acteurs et de nouveaux instruments.

- N. SARKIS, « Le gaz naturel : la grande illusion », *Politique internationale*, n° 111, print. 2006, pp. 409-417.

Alors que le gaz naturel est longtemps apparu comme une source d'énergie plus sûre que le pétrole, on observe actuellement une indéniable mutation. L'Europe et l'Amérique du nord - dont les réserves sont en baisse - dépendent de plus en plus des importations en provenance de Russie, du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord. Se pose donc le problème de la concurrence exacerbée autour de l'accès à cette source d'énergie et de la sécurité des approvisionnements liée à l'instabilité des pays producteurs.

- D. YERGIN, « Ensuring energy security », *Foreign Affairs*, vol. LXXXV, n° 2, mars-avr. 2006, pp. 69-82.

Les problématiques liées à la sécurité énergétique occupent depuis longtemps le devant de la scène interétatique. Pour autant, l'augmentation du prix du pétrole, la peur du « terrorisme noir », la question de l'épuisement des ressources ou le poids des rivalités géopolitiques contribuent, entre autres, à accroître le poids de ces questions dans l'agenda international. L'expérience prouve que les politiques énergétiques doivent suivre quatre principes : diversification des ressources, protection contre les changements brutaux et capacité d'absorption des chocs, reconnaissance de l'intégration du

marché et des besoins de transparence, information. Aujourd'hui, les questions de sécurité sont également primordiales.

Politiques énergétiques

- Z. DAOJONG, « China's energy security : domestic and international issues », *Survival*, vol. XLVIII, n° 1, print. 2006, pp. 179-189.

La sécurité énergétique est devenue une préoccupation majeure pour la Chine du fait de son expansion économique. Ses importations de pétrole paraissent garanties par les liens qui l'unissent aux Etats-Unis et à ses alliés asiatiques. Il revient toutefois aux autres puissances de travailler avec Pékin afin de l'aider à maîtriser sa consommation d'énergie.

- C. DICKEY, « The oil shield », *Foreign Policy*, mai-juin 2006, pp. 37-39.

L'Iran bénéficie actuellement d'une « couverture pétrolière » de deux ou trois années. Il exporte en effet 2,7 millions de barils, alors que le surplus mondial n'est que de 1,5 million. La communauté internationale ne peut donc pour l'instant se permettre de s'aliéner Téhéran. Cependant, cette situation va changer dès que l'Arabie saoudite sera parvenue à augmenter suffisamment sa production. Entre-temps, Téhéran tente de profiter de la situation pour se doter d'une couverture diplomatique et/ou nucléaire.

- A. DUBIEN, « L'énergie, l'arme fatale du Kremlin », *Politique internationale*, n° 111, pp. 371-386.

La conception de Vladimir Poutine selon laquelle l'Etat doit conserver un droit de regard sur le secteur énergétique inquiète les pays européens dépendants du gaz russe. Elle se traduit par la constitution d'un pôle énergétique autour de Gazprom et Rosneft, conjuguée à une stratégie agressive d'acquisitions et d'investissements, ainsi qu'à la multiplication d'accords avec les pays voisins portant sur la création de *pipelines* qui lui permettent de sécuriser ses livraisons de gaz et de diversifier ses clients. La stratégie agressive du Kremlin présente cependant le risque de lui aliéner les pays occidentaux et de renforcer les tendances occidentales de ses voisins.

- H. KREFT, « La diplomatie chinoise de l'énergie », *Politique étrangère*, n° 2, été 2006, pp. 349-360.

Pour assurer la fiabilité de son approvisionnement en énergie, qui constitue une priorité essentielle de la sécurité nationale, la Chine a élaboré une stratégie énergétique internationale visant à rendre le pays moins vulnérable aux fluctuations de la demande et des prix. Cependant, les répercussions de cette diplomatie énergétique sont multiples, autant dans les domaines énergétiques que diplomatiques et militaires et ont déjà un effet visible non seulement en Asie mais dans le monde entier.

- F. LAFARGUE, « Chine : les ambitions d'une énergie », *Questions internationales*, n° 20, juil.-août 2006, pp. 104-111.

La baisse de ses réserves en pétrole et en charbon risquant à terme de ralentir son essor économique, la Chine s'est mise en quête de nouvelles sources d'énergie et de nouvelles sources d'approvisionnements. Elle a choisi, d'un côté, de développer ses infrastructures nucléaires, de l'autre, de diversifier ses fournisseurs de pétrole. Après le Soudan, l'Angola et la Libye, la Chine s'intéresse désormais aux pays producteurs du golfe de Guinée et d'Amérique latine, auxquels elle offre dans le

cadre de relations étroites un soutien politique, l'aide à la construction d'infrastructures et des ventes d'armes.

- F. LAFARGUE, « *Kriegspiel* pétrolier en Afrique », *Politique internationale*, n° 111, été 2006, pp. 402-421.

La recherche de nouvelles sources d'approvisionnement en pétrole conduit les Etats-Unis, la Chine et l'Inde à s'intéresser aux pays du golfe de Guinée en plein essor pétrolier. Cette compétition, qui prend des allures de ,prédation comporte de nombreux risques pour les pays africains, qu'il s'agisse de la transformation de rivalités entre puissances en conflits locaux, de la hausse des litiges frontaliers en zone maritime ou de la dégradation de la situation des droits de l'homme. On note que l'Union européenne brille particulièrement par son absence dans cette guerre d'influence.

- F. THOM, « La naissance de l'énergocratie Russe », *Commentaires*, n° 114, été 2006, pp. 295-300.

Depuis plusieurs années maintenant, Moscou met en place une stratégie énergétique fondée sur le monopole des infrastructures de transit internationales. La Russie entend ainsi obtenir une position dominante lui permettant de peser sur les pays importateurs, en recourant à une stratégie d'accès au marché de ces derniers, mais également en nouant de nouvelles alliances avec les autres producteurs. L'Europe, jusqu'alors partenaire privilégiée, se trouve confrontée désormais à un partenaire agressif, soucieux de disposer du maximum de cartes pour dicter ses propres conditions.

- W. TOMPSON, « Un Venezuela du froid ? La "malédiction des ressources" et la politique russe », *Politique étrangère*, n° 1, print. 2006, pp. 37-50.

Même si la Russie souffre de certaines des pathologies institutionnelles typiques des économies fondées sur les ressources naturelles, comme l'omniprésence de la recherche de la rente ou la corruption, le cas russe ne semble pas correspondre aux modèles théoriques sur la « malédiction des ressources ». Toutefois, la nature même des principales sources de richesse nationale (pétrole et gaz) affecte le processus de décision, y compris le cadre institutionnel. L'auteur analyse les relations entre le mode de prélèvement des ressources publiques et la gouvernance en Russie contemporaine, à partir du travail de Charles Tilly sur l'émergence des structures étatiques en Europe.

Sécurité nucléaire

Le feuilleton nucléaire iranien et la détermination de la Corée du Nord à se doter de l'arme atomique font que la question de la sécurité nucléaire a été abondamment abordée par les spécialistes, conduits à s'interroger sur la pertinence du Traité de non-prolifération quarante années après son instauration.

Numéros spéciaux

- « Iran, l'heure des ruptures », *Géoéconomie*, n° 36, hiv. 2005-2006, pp. 23-120.

Ce dossier consacré au tournant que constitue l'élection inattendue d'Ahmadinejad démontre que la volonté d'acquérir l'arme nucléaire est une constante de l'Iran depuis le Shah. L'élection comme Président de la République islamique d'un ancien gardien de la Révolution et la militarisation du régime qui lui est liée a surtout renforcé la détermination du pays et durci ses relations avec les pays occidentaux. L'Iran, profitant un temps des divisions entre les membres occidentaux du Conseil de sécurité, a pu s'appuyer sur un pôle asiatique Inde-Chine pour faire contrepoids aux partisans d'une

réponse ferme. Si l'Inde et les pays de l'UE se sont – provisoirement - rangés du côté américain, l'éventail d'actions réalistes permettant de stopper l'Iran dans sa course au nucléaire demeure très limité tant dans la faisabilité (intervention armée) que dans les conséquences régionales (Iraq) et internationales (marché de l'énergie).

Parmi les articles, on retiendra : M. MAKINSKY, « Introduction » et « La République islamique après les présidentielles de juin 2005 : un Iran sûr de lui et dominateur » ; S. PAIVANDI, « Un islamiste radical à la présidence de la République islamique. Les peurs de la société iranienne » ; J.-F. DAGUZAN, « Le nucléaire iranien jusqu'au bout ? ».

Approche générale

- G. BOUTHERIN / D. KIFFER, « L'usage pacifique du nucléaire et la non-prolifération », *Politique étrangère*, n° 3, aut. 2006, pp. 609-621.

Les lacunes du Traité de non-prolifération - l'absence de statut juridique du cycle du combustible et de définition précise et adaptable des activités autorisées - sont aujourd'hui à la source d'interprétations qui accentuent la difficulté de concilier le droit à l'usage pacifique de l'énergie nucléaire et l'accès à ces technologies - reconnu par le TNP, l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil de sécurité - avec les impératifs de non-prolifération. Les démarches visant à établir un équilibre entre ce droit à l'accès et à l'usage pacifique de l'énergie nucléaire et les devoirs de non-prolifération se heurtent à l'opposition des certains Etats, inquiets de dérives potentielles qu'impliquerait un accès élargi aux technologies nucléaires. Rétablir cet équilibre exige donc des solutions innovantes et multilatérales.

- D. M. GORMLEY, « Securing nuclear obsolescence », *Survival*, vol. XLVIII, n° 3, aut. 2006, pp. 127-148.

Mis à part une utilisation *ultima ratio*, il faut reconnaître aux armes nucléaires un rôle modeste dans un quelconque défi à la sécurité nationale des Etats-Unis. En effet, depuis 1991, la sûreté des Etats-Unis a bien davantage été liée aux capacités d'engagement traditionnelles. Aujourd'hui, la dissuasion conventionnelle est bien plus crédible que la dissuasion nucléaire. L'Amérique doit alors reformuler sa doctrine de dissuasion nucléaire afin de renforcer l'improbabilité de l'usage de l'arme atomique.

- A. K. LIEBER / D. G. PRESS, « The rise of US nuclear primacy », *Foreign Affairs*, vol. LXXXV, n° 2, mars-avr. 2006, pp. 42-54.

Pendant quarante ans, les relations entre les grandes puissances nucléaires furent marquées par leur vulnérabilité commune. La « destruction mutuelle assurée » était ainsi une composante majeure de la *pax atomica*. Cette ère n'est plus. Le déclin de l'arsenal russe et la stagnation des possibilités chinoises laissent place à une hégémonie américaine en la matière dont il faut apprécier les potentialités.

- A. M. PLUTA / P. D. ZIMMERMAN, « Nuclear terrorism : a disheartening dissent », *Survival*, vol. XLVIII, n° 2, été 2006, pp. 55-69.

Les auteurs se rangent du côté des analystes qui considèrent que, depuis 1990, le terrorisme nucléaire est seulement une affaire de temps : Al-Qaïda aurait pour ambition d'acquérir et d'utiliser cette arme de destruction massive suprême. Or, les auteurs affirment d'abord qu'il serait facile pour l'organisation d'acquérir de la matière fissile, notamment en raison de l'insécurité des stocks russes. Ils

estiment ensuite qu'il ne lui serait pas si difficile de construire de bric et de broc un arsenal dangereux. La menace serait d'autant plus sérieuse qu'on connaît les capacités techniques et fonctionnelles des organisations terroristes.

Cas d'espèce

- B. COURMONT, « La stratégie du flou de Pyongyang », *Revue internationale et stratégique*, n° 60, hiv. 2005-2006.

Cet article met en exergue la manière dont la Corée du Nord a joué du flou entourant son programme nucléaire pour obtenir des garanties économiques et de sécurité tout en reniant la plupart des accords dans lesquels elle s'engageait à y mettre fin. L'auteur pointe cependant que, au fond, le gel des négociations et le *statu quo* dans le règlement de cette question servent la plupart des acteurs impliqués (Etats-Unis, Corée du Sud, Chine et Japon), qui ne souhaitent pas de réels bouleversements dans la région.

- A. B. CARTER, « America's new strategic oartner ? », *Foreign Affairs*, vol. LXXXV, n° 4, juil.-août 2006, pp. 33-44.

L'accord bilatéral entre les Etats-Unis et l'Inde, qui reconnaît celle-ci comme une puissance nucléaire, a fait l'objet de critiques acerbes : Washington participerait ainsi à l'enterrement du Traité de non-prolifération. Il faut pourtant reconnaître que l'Inde peut s'imposer comme un partenaire important pour l'Amérique et représenter une force de stabilité dans une région sensible. Dès lors, il est aussi de l'intérêt des Etats-Unis d'œuvrer à des rapports privilégiés avec cette puissance.

- T. DELPECH, « L'Iran et la bombe : options de fin de sortie », *Politique internationale*, n° 111, print. 2006, pp. 178-186

- P. MOREAU DEFARGES, « L'Iran et la bombe, un faux problème », *Politique internationale*, n° 111, print. 2006, pp. 187-198.

Deux visions s'opposent sur l'acquisition de l'arme nucléaire par la République islamique d'Iran. Thérèse Delpech démontre que les négociations entre la Troïka européenne concernant le programme iranien d'enrichissement de l'uranium a permis à Téhéran de l'accélérer en éloignant l'éventualité d'inspections durant les pourparlers. Dès lors, la communauté internationale ne dispose que d'un éventail réduit d'actions, toutes perfectibles. Philippe Moreau Defarges estime au contraire que l'acquisition de la bombe atomique par l'Iran ne constitue pas une tragédie, étant inéluctable à terme, du fait de l'histoire de ce pays et de son poids régional. Si l'Iran a su profiter des divisions de la « communauté » internationale, c'est parce que l'ordre nucléaire « non démocratique » établi par le TNP en 1968 est discutable pour plusieurs de ses membres et que l'accession de l'Iran au rang de puissance nucléaire entérinerait sa fin. L'auteur estime que Téhéran ne violera pas la loi non écrite du jeu nucléaire qui réduit cet arme à un usage strictement dissuasif.

- P. DROUHAUD, « Inde et Pakistan : les vertus de la dissuasion nucléaire », *Revue internationale et stratégique*, n° 63, aut. 2006, pp. 52-63.

L'accession de l'Inde et du Pakistan au rang de puissances nucléaires semble avoir contribué à la stabilisation des relations entre ces deux Etats. Cette accalmie relative a servi à légitimer l'acquisition de la bombe atomique auprès de la communauté internationale, notamment les Etats-Unis, avec

lesquels New Delhi et Islamabad ont signé un partenariat stratégique dirigé autant contre l'Iran que la Chine. Reste à savoir si ce postulat peut s'appliquer à d'autres crises.

- M. FITZPATRICK, « Iran and North Korea : the proliferation nexus », *Survival*, vol. XLVIII, n° 1, print. 2006, pp. 61-80.

On le sait, la coopération entre l'Iran et la Corée du Nord sur les questions nucléaires n'est pas une chimère. Les liens unissant ces deux pays semblent se renforcer à mesure qu'augmente la pression internationale contre leur prolifération nucléaire. Pour autant, les Etats-Unis ont adopté une politique singulière à l'égard de chacune de ces puissances. Ils ont pu offrir des garanties à la Corée du Nord qu'ils refusent à l'Iran. On se souvient également des contre-mesures plurielles que les Etats-Unis ont pu adopter à l'égard d'autres proliférants tels l'Iraq, la Libye ou, plus récemment, l'Inde. Ils font donc preuve d'une certaine inconsistance sur ce plan de leur politique extérieure. En l'espèce, l'Iran et la Corée du Nord peuvent jouer de ces différences d'approche. Une réflexion sur la cohérence de la politique américaine en ce domaine n'en est que plus urgente.

- B. W. JENTLESON / C. A. WHYTOCK, « Who won Libya ? The force diplomacy debate and its implications for theory and policy », *International Security*, vol. XXX, n° 3, hiv.2005-janv. 2006, pp. 47-86.

La question des origines du revirement de la Libye, qui abandonne ses programmes d'armes de destruction massive et s'éloigne de la politique d'un « Etat voyou », a des implications pour la diplomatie coercitive en général. Celle qui fut menée à son encontre par la présidence de G. W. Bush doit ainsi son succès à l'équilibre atteint entre force et diplomatie, en tenant compte des critères de proportionnalité, de réciprocité et de crédibilité coercitive, ainsi qu'à la vulnérabilité de l'Etat cible, notamment ses élites. Les leçons à en tirer pourraient être utiles face aux problèmes iranien et nord-coréen.

- M. B. REISS, « A nuclear-armed North Korea : accepting the 'unacceptable' ? », *Survival*, vol. XLVIII, n° 4, hiv. 2006, pp. 97-109.

Il faut souligner combien quatre des plus grandes puissances militaires et économiques (les Etats-Unis, la Chine, la Russie et la Japon), dont trois puissances nucléaires, ont été incapables de garantir un environnement stratégique stable en Asie du nord-est. Elles n'ont pas su empêcher un seul Etat défaillant de menacer la paix et la stabilité d'une des régions les plus dynamique du monde en termes économiques. Il revient aux autres parties des « discussions à Six » de tirer les conséquences d'un tel échec et d'amorcer une autre politique afin de juguler le programme nucléaire de la Corée du Nord.

Actualité de l'Amérique latine

La vague d'élections ou de réélections de chefs d'Etats latino-américains se situant à gauche de l'échiquier politique conduisent les différents observateurs à s'interroger sur l'émergence d'un sous-continent américain prenant de plus en plus ses distances avec Washington. Pour cette rubrique bibliographique à teneur régionale, des revues spécifiques ont été consultées, comme *Hérodote* et *Problèmes d'Amérique latine*.

Numéros spéciaux

- « Amérique Latine », *Questions internationales*, n° 18, mars-avr. 2006, pp. 6-98.

Ce dossier consacré au sous-continent sud-américain dresse un tableau assez exhaustif des tendances qui y sont observées. Malgré la pluralité des « Amériques latines », plusieurs constantes émergent : enracinement de la démocratie, succès électoral d'un populisme de gauche, relâchement de la dépendance envers les Etats-Unis. On observe parallèlement que le niveau de pauvreté reste élevé malgré des taux croissances enviables, que la corruption demeure assez présente. La question énergétique est plus urgente que jamais avec son lot de répercussions - intérieures, régionales et internationales -, du fait de la convoitise des grandes puissances. Tous ces éléments montrent que l'Amérique latine cherche à s'affirmer sur la scène internationale tout en hésitant sur son positionnement, comme en témoignent les tâtonnements des deux « géants » brésilien et mexicain.

Parmi les articles, on retiendra : G. COUFFIGNAL, « L'Amérique latine ou les Amériques latines » ; entretien avec D. PECAUT, « La violence politique et civile » ; S. MONCLAIRA, « Le Brésil et la quête d'un nouveau statut international » ; L. FARET, « Le Mexique à la croisée des chemins ».

- « Amérique Latine en 2006 », *Géoeconomie*, n° 37, print. 2006, pp. 31-82.

De ce bref dossier qui traite des problématiques liées à l'Amérique latine en 2006, nous retiendrons surtout les contributions de F. LAFARGUE (« Du Rio Grande à la Terre de Feu, la Chine à l'épreuve de l'Amérique Latine ») et B. LABATUT (« Amérique latine, des fissures dans le continent de la paix »), qui sont liées. En effet, l'échec des politiques inspirées du Consensus du Washington est l'une des causes majeures de l'émergence de *leaders* populistes - autant de droite que de gauche - qui mettent au cœur de leurs programmes la lutte contre la pauvreté et l'exclusion de parties de la population, ethniques notamment, et la nationalisation des ressources énergétiques. C'est à la faveur de cette prise de distance de plusieurs gouvernements avec Washington que la Chine entend accroître son influence dans l'« hémisphère occidental », du fait de son intérêt pour ses ressources énergétiques, minières et agricoles : l'essor de ses relations commerciales avec le Brésil, le Venezuela et d'autres est conjugué à une coopération accrue dans les domaines militaire et spatial et dans le développement des diverses infrastructures.

- « Amérique latine : nouvelle géopolitique », *Hérodote*, n° 123, 4^e trim. 2006, pp. 3-222.

Ce dossier vise à analyser la nouvelle carte géopolitique induite par le virage à gauche de plusieurs pays d'Amérique latine (Venezuela, Bolivie, Chili, Brésil, Pérou et Argentine). Outre les conséquences d'ordre politique, une telle évolution a également des répercussions économiques parmi lesquelles l'énergie représente un enjeu de taille tant au niveau national que régional, comme le soulignent F. LANGUE (« Pétrole et révolution dans les Amériques. Les stratégies bolivariennes de Hugo Chavez ») et S. C. CARRIZO (« L'énergie dans le MERCOSUR. Réseaux transnationaux et logiques nationales »).

Cette évolution politique a également des conséquences sur la redéfinition des relations avec le grand voisin du Nord, les Etats-Unis. Dans le cadre de cette problématique, le dossier s'intéresse au cas du Mexique : R. NIETO GOMEZ, « Les conséquences géopolitiques pour le Mexique de la politique étatsunienne de *Homeland Security* » ; L. FARET, « Dynamiques transnationales et développement au Mexique : les enjeux de la migration internationale ».

En ce qui concerne les enjeux nationaux, la revue s'attache plus particulièrement au cas bolivien. En effet, parmi les élections présidentielles, celle qui a porté Evo Morales au pouvoir en Bolivie marque une évolution importante car, pour la première fois, un indigène accède au poste présidentiel. Cet événement traduit les évolutions qui ont marqué la scène politique bolivienne depuis plusieurs années comme le relèvent J.-P. LAVAUD (« Bolivie : vers l'anarchie segmentaire ? 'L'ethnicisation' de la vie politique ») et D. DORY (« Polarisation politique et fracture territoriale »).

Réflexions sur l'évolution politique

- I. BREMMER, « Populist resurgence in Latin America ? », *Survival*, vol. XLVIII, n° 2, print. 2006, pp. 5-16.

Ecrit avant la vague d'élections en Amérique latine, l'article n'en demeure pas moins d'un intérêt important. L'auteur propose une analyse minutieuse de ce qui apparaît à première vue comme un front populiste anti-américain. Il en révèle les failles pour conclure que, au-delà des apparences, les liens économiques et politiques entre Washington et les puissances de cette région ne seront pas facilement défaits.

- J. G. CASTANEDA, « Latin America's left turn », *Foreign Affairs*, vol. LXXXV, n° 3, mai-juin 2006, pp. 28-43.

De quel tournant parle-t-on lorsqu'on affirme que l'Amérique latine a viré à gauche ? Il y a en réalité au moins deux modèles de gauche politique qui s'affrontent dans cette région. Le premier a des origines radicales, mais il est aujourd'hui ouvert. L'auteur pense notamment au modèle chilien ou même brésilien. En revanche, le second s'enferme dans un populisme dangereux, où la rhétorique écrase toute substance : ce populisme utilise l'anti-américanisme et l'appropriation brutale des ressources naturelles comme vecteurs du maintien au pouvoir ; il ne propose aucune vision à long terme du développement des pays qu'il gouverne. On le retrouverait au Venezuela, en Bolivie ou même en Argentine. L'auteur insiste sur le fait que l'Amérique latine a besoin que le reste du monde, notamment les Etats-Unis, évite tout amalgame en distinguant le bon grain de l'ivraie.

- G. COUFFIGNAL, « L'Amérique latine vire-t-elle à gauche ? », *Politique internationale* n° 111, print. 2006.

L'auteur de cet article relativise le virage à gauche de l'Amérique latine du fait notamment de la pluralité de l'hémisphère occidental. Il met l'accent sur l'émergence de *leaders* populistes qui, tirant les leçons de l'échec du Consensus de Washington, se distinguent par l'accent mis sur le renforcement des pouvoirs de l'Etat, notamment dans la lutte contre les oligarchies, la pauvreté, l'exclusion des minorités indiennes, la corruption, ainsi que par leur pragmatisme et leur volonté de prendre leurs distances avec les Etats-Unis.

- P. HAKIM, « Is Washington losing Latin America ? », *Foreign Affairs*, vol. LXXXV, n° 1, janv.-fév. 2006, pp. 39-53.

La politique étrangère des Etats-Unis à l'égard de l'Amérique latine était récemment surtout axée sur l'influence croissante de la Chine dans cette région ou sur le cas Hugo Chavez. Les Etats de cette zone se sentent en réalité méprisés par Washington et expriment des doutes sur le rôle de l'Amérique dans le monde. Pourtant, ces mêmes Etats sont en demande de liens économiques plus

forts. Les deux parties auraient tout à gagner d'un rapprochement qui s'annonce toutefois délicat à court terme.

Les nouveaux dirigeants

- B. MARQUES-PEREIRA, « Femmes et politiques en Amérique Latine. Au-delà du nombre, quelle démocratie de qualité ? », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 59, hiv. 2005-2006, pp. 67-83.

- G. COUFFIGNAL, « Retour sur l'élection présidentielle chilienne du 15 janvier 2006 », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 59, hiv. 2005-2006, pp. 51-66.

La victoire de Michelle Bachelet à l'élection présidentielle chilienne, en tant que femme, constitue une évolution politique majeure : selon Bérengère Marques-Pereira, elle pourrait avoir des effets sur le reste de l'Amérique Latine quant à la place des femmes en politique. En effet, malgré les politiques de quotas mises en œuvre dans plusieurs pays (Argentine, Brésil), la contribution des femmes au renouvellement du personnel politique est mineure : leur participation reste marginale et n'a que peu d'influence sur l'agenda politique. Néanmoins, les avancées sont notables et l'accès de Michelle Bachelet à la présidence devrait accentuer cette tendance discrète mais constante.

Outre ces considérations relatives au genre, la victoire de Michelle Bachelet traduit des évolutions sur la scène politique chilienne, telle la problématique qu'analyse George Couffignal dans sa contribution. La victoire de la candidate de la Concertation prouve la légitimité que conserve cette coalition de centre-gauche, au pouvoir depuis 1990, et marque surtout la mort politique de l'ancien dictateur Augusto Pinochet, compte tenu des résultats médiocres du parti politique créé pour défendre son héritage (Union démocratique indépendante). A l'issue de ce scrutin, une recomposition du système de partis en deux pôles, l'un de centre-droit et l'autre de centre-gauche articulé autour du Parti socialiste, tend à se mettre en place.

- S. CACERES, « Entretien avec Evo Morales », *Politique internationale* n° 111, print. 2006, pp. 9-22.

Le nouveau président bolivien Evo Morales évoque dans cet entretien la genèse de son action politique, avant d'évoquer le programme de son gouvernement, notamment la nationalisation des hydrocarbures, et ses relations tourmentées avec le Chili et les Etats-Unis, en particulier l'épineuse question de la culture de la coca.

- J. CORRALES, « Hugo Boss », *Foreign Policy*, janv.-fév. 2006, pp. 32- 40.

L'élection de Hugo Chavez à la présidence du Venezuela en décembre 1998 marque une rupture dans la vague de démocratisation qui semblait s'emparer de l'Amérique latine depuis la fin des années 1970. L'autoritarisme du régime instauré par Chavez est également d'un genre nouveau : il s'apparente à un « autoritarisme compétitif », dans l'idée qu'il est plus efficace de consolider un pouvoir autocratique en présence d'une opposition virulente plutôt que soumise. Cela signifie cependant que le régime ne trouve pas son compte dans des réformes qui le priveraient de sa légitimité interventionniste.

- M. SHIFTER, « In search of Hugo Chavez », *Foreign Affairs*, vol. LXXXV, n° 3, mai-juin 2006, pp. 45-59.

Le président vénézuélien Hugo Chavez est principalement perçu à Washington comme un dictateur dangereux, méprisant l'Etat de droit et la démocratie et dont les politiques énergétiques et militaires représentent une menace aussi bien pour son peuple que pour l'intérêt des Etats-Unis. La caricature n'aide toutefois pas à la bonne compréhension du phénomène Chavez : les opposants ont ainsi consacré trop de temps à dénoncer le modèle en place et pas assez à proposer des réponses aux frustrations du peuple vénézuélien. Ici réside pourtant le seul moyen de contrer l'influence du *presidente*.